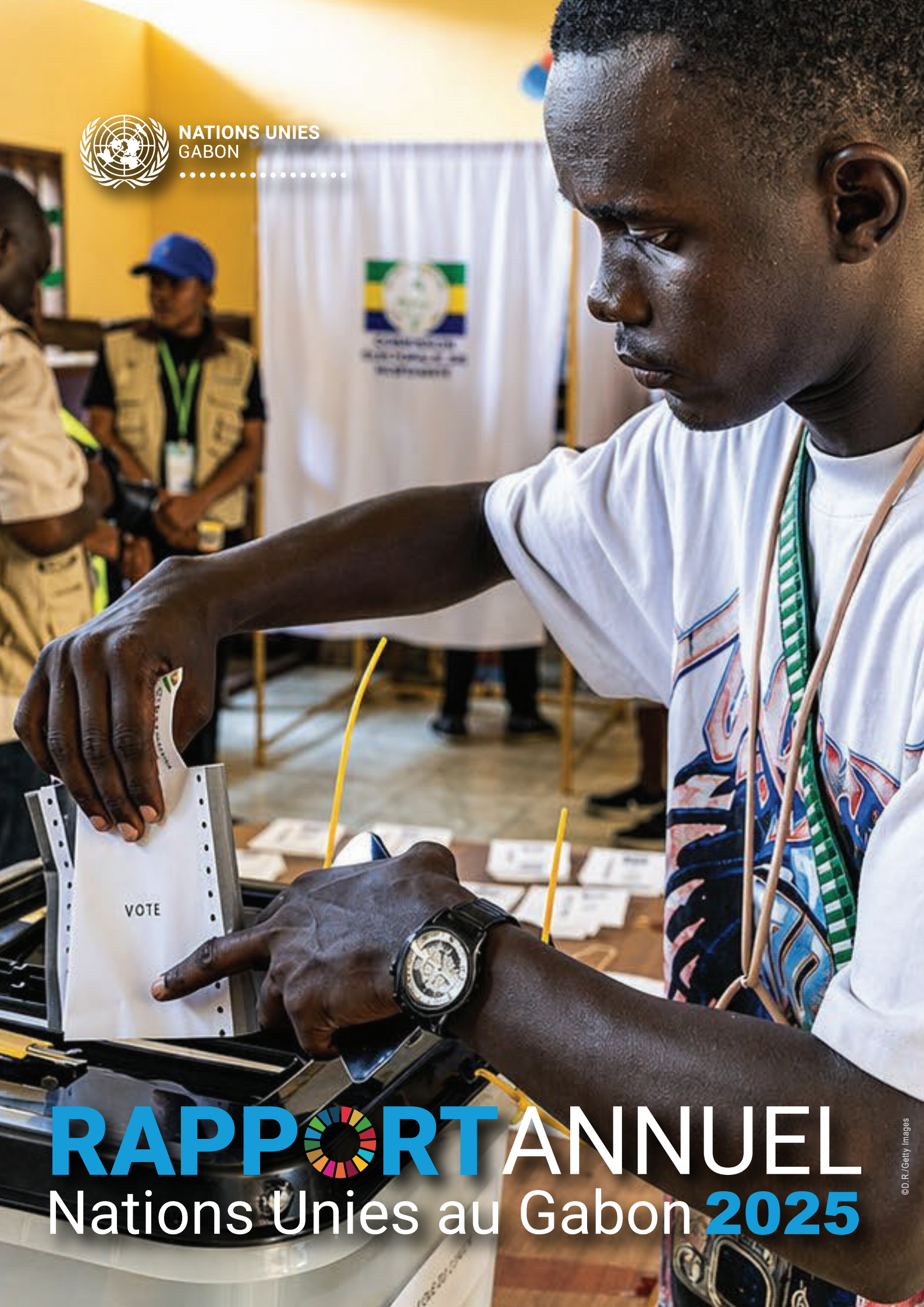




NATIONS UNIES
GABON

.....



RAPPORT ANNUEL

Nations Unies au Gabon 2025

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AU GABON	5
PARTENAIRES CLÉS	6
LE GABON EN BREF	7



PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL	9
---	---



APPUI DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	12
--	----

2.1 Aperçu des résultats du Plan-cadre de coopération (2023-2027)	13
2.2 Priorités, résultats et produits du Plan-cadre de coopération (2023-2027)	15
2.3 Partenariats et financement de l'Agenda 2030	33
2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	36
2.5 Évaluations et leçons apprises	37
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources	38



PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS EN 2026	39
------------------------------------	----

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	41
------------------------	----

AVANT-PROPOS

Accompagner le Gabon pour une croissance plus inclusive et durable, sans laisser personne de côté

L'année 2025 a été déterminante pour le Gabon, marquée par la fin de la transition politique et le retour à l'ordre constitutionnel. Cette étape s'est accompagnée du lancement du processus d'élaboration du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030) destiné à poser les fondations pour une transformation structurelle du pays.

L'aboutissement du processus électoral et la consolidation des institutions ont constitué des avancées majeures en faveur d'une gouvernance démocratique et participative. L'alignement du Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable du Gabon (2023-2027) sur les piliers du PNCD (2026-2030) a contribué à structurer une vision partagée des priorités nationales.

L'année écoulée a également été marquée par une transformation systémique au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à travers l'initiative "ONU 80", afin de moderniser le fonctionnement de l'organisation, renforcer l'efficacité et l'alignement des programmes, dans le but de mieux faire face aux défis actuels. Au niveau national, cette adaptation s'est traduite par des ajustements programmatiques et une coopération inter-agences renforcée permettant de mieux remplir notre mandat et obtenir des résultats au profit des populations.

En 2025, 18,5 millions de dollars ont été mobilisés (10,42 milliards de FCFA) pour le financement d'actions de développement, soit une progression d'environ 4 % par rapport à l'année 2024. Nos interventions ont couvert l'ensemble des neuf provinces, avec une attention prioritaire portée aux populations les plus vulnérables. Les ressources investies ont été réparties ainsi : 30 % dans le domaine de la santé, 25 % dans l'éducation, 15 % pour l'action climatique et 12 % pour la gouvernance et les droits de l'homme; 18 % consacrée à d'autres interventions stratégiques, permettant de répondre de manière flexible aux besoins émergents et transversaux.

Au-delà des chiffres, cette progression traduit la confiance renouvelée des partenaires et une coordination renforcée de nos actions au bénéfice des populations locales.

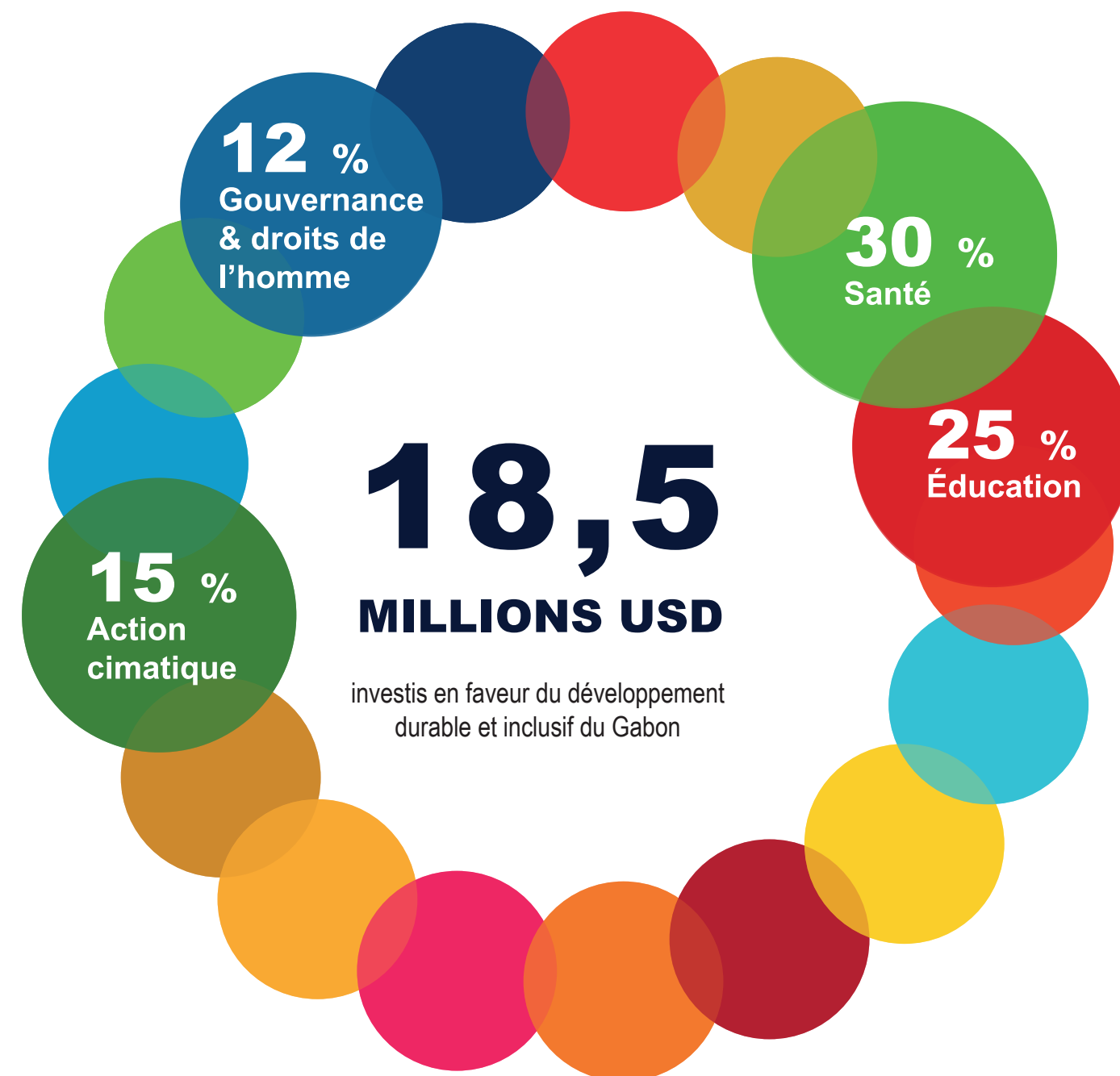
Les progrès accomplis sont le fruit d'un travail collectif, construit dans la durée, et sur lequel nous pouvons et devons capitaliser pour bâtir un édifice encore plus structuré en matière de développement. C'est donc pour moi l'occasion de saluer la contribution de mon prédécesseur, le Dr Savina AMMASSARI, dont les quatre années de mandat ont contribué à renforcer le positionnement stratégique du système des Nations Unies au Gabon. J'adresse également ma reconnaissance au Dr Marie-Reine Chirezi FABRY, Représentante résidente de l'UNICEF pour avoir assuré avec professionnalisme et dévouement la continuité de notre action durant sept mois d'intérim.

Je tiens à saluer l'engagement des équipes du système des Nations Unies qui, de manière coordonnée, ont appuyé le Gouvernement pour renforcer la gouvernance et l'état de droit, accélérer la transition vers une économie verte et bleue, et réduire les inégalités en favorisant l'inclusion des populations.

Je souhaite remercier le Gouvernement Gabonais pour la confiance renouvelée, ainsi que nos partenaires et donateurs pour leur appui inestimable. Sans leur engagement et contributions, ces progrès collectifs n'auraient pu être possibles. La célébration des 80 ans des Nations Unies et des 65 ans de partenariat avec le Gabon a montré ce que nous pouvons accomplir ensemble et a permis de consolider ces acquis pour renforcer notre coopération.

L'année 2026, avec l'adoption du PNCD 2026-2030, nous appelle à agir collectivement pour accélérer la transformation structurelle du pays dans la dernière ligne droite de l'Agenda 2030, en vue de contribuer à bâtir une croissance plus inclusive et durable, sans laisser personne de côté.

Chiffres clés 2025



L'allocation des ressources traduit un engagement soutenu en faveur des priorités de développement durable et inclusif au Gabon, avec une part de **18 %** consacrée à d'autres interventions stratégiques, permettant de répondre de manière flexible aux besoins émergents et transversaux.



“ Le présent rapport montre que, malgré les défis, la résilience et le partenariat permettent de transformer les épreuves en opportunités. Le développement inclusif et durable que nous visons est à notre portée, à condition d'agir ensemble avec détermination. ”

Fatou Aminata Lo

Coordonnatrice Résidente
des Nations Unies au Gabon

ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AU GABON

Le Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable du Gabon 2023-2027 a été signé en 2022 par 22 entités :



En outre, le Gabon accueille le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), le Fonds Monétaire International (FMI) et AFRITAC (bureau régional du FMI).



Merci à nos partenaires



GABON



JAPON



NORVÈGE



CHINE



ESPAGNE



FRANCE



ROYAUME-UNI



ALLEMAGNE



NETHERLANDS



ÉTATS-UNIS



DANEMARK



SUÈDE



CORÉE



UNION EUROPÉENNE



INDIA BRAZIL SOUTH AFRICA FORUM



LA BANQUE MONDIALE



fonds pour l'environnement mondial



The Biodiversity Finance Initiative



JOINT SDG FUND



United Nations Office for South-South Cooperation



Migration Multi-Partner Trust Fund



CLIMATE INVESTMENT FUNDS



30x30 CLIMATE PLEDGE



2030 AGENDA



G7



G20



G20

GABON

en bref

Indicateurs	Données clés
Cadre constitutionnel	Ve République (Constitution de 2024)
Architecture institutionnelle	Régime présidentiel
Loi N°009/2016 sur les quotas	Quotas : 30 % femmes ; 20 % jeunes (≤ 35 ans)
Femmes élues – Assemblée nationale	30/145 sièges soit 20.68%
Femmes élues – Sénat	18/70 sièges soit 25.71 %

GOUVERNANCE, INSTITUTIONS & LIBERTÉS PUBLIQUES

Indicateurs	Valeur
Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) ^{a1}	46,6 / 100
Rule of Law Index (World Justice Project) ^{a2}	0,40
Indice de perception de la corruption (CPI) ^{a3}	29 / 100
Liberté de la presse – score global (RSF) ^{a4}	70,65 / 100

Sources :
^{a1} Mo Ibrahim Foundation, Ibrahim Index of African Governance, édition 2023.
^{a2} World Justice Project, Rule of Law Index, édition 2024.
^{a3} Transparency International, Corruption Perceptions Index, édition 2024.
^{a4} Reporters Without Borders, World Press Freedom Index, édition 2025.

ÉCONOMIE

Indicateurs	Valeur
Taux de croissance du PIB réel (%) ^{b1}	2,7
PIB par habitant (USD courants) ^{b1}	9148
Taux de croissance du PIB hors pétrole (%) ^{b1}	3,3
Dette publique (% du PIB) ^{b1}	78,9
Service de la dette (% des recettes budgétaires) ^{b2}	42,6
Inflation moyenne annuelle (%) ^{b1}	2,2
Solde du compte courant (% du PIB) ^{b1}	30,7

Sources :
^{b1} Fonds monétaire international, Article IV Consultation – Gabon, 2024, projections 2025.
^{b2} Banque mondiale, données pour l'année 2024, publiées dans la note de conjoncture économique du Gabon (Juin 2025).

EMPLOI, PAUVRETÉ & INCLUSION ÉCONOMIQUE

Indicateurs	Valeur
Taux de chômage (définition BIT, %) ^{c1}	~20
Taux de chômage des jeunes (15–24 ans, %) ^{c1}	~33–38
Taux de pauvreté (8,30 USD PPA, %) ^{c2}	~34,6
Indice de pauvreté multidimensionnelle * (IPM) ^{c3}	0,037

Sources :
^{c1} Banque mondiale, donnée pour l'année 2024, parue dans la note de conjoncture économique du Gabon (Juin 2025).
^{c2} Organisation internationale du travail, ILOSTAT base de données, mise à jour 2024.
^{c3} Rapport sur le développement humain, édition 2025.

***Indice de pauvreté multidimensionnelle :** c’est un indicateur statistique qui mesure la pauvreté au-delà du revenu en évaluant les privations des ménages dans trois dimensions : santé, éducation et niveau de vie.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN, SANTÉ & ÉDUCATION

Indicateurs	Valeur
Population totale (millions) ^{d1}	2,5
Indice de développement humain (IDH) ^{d2}	0,733
Espérance de vie à la naissance (années) ^{d1}	68,3
Taux brut de scolarisation – primaire (%) ^{d1}	99,95
Taux de couverture vaccinale chez les enfants de moins d'un an (%)	45
Dépenses publiques d'éducation (% du PIB) ^{d1}	2,2
Dépenses courantes de santé (% du PIB) ^{d1}	2,71

Sources :
^{d1} Banque mondiale données parues dans la note de conjoncture économique du Gabon (Juin 2025).
^{d2} Programme des Nations Unies pour le développement, Rapport sur le développement humain 2025 – Statistical Annex.
^{d3} Troisième Enquête Démographique et de Santé au Gabon (EDSG 2019-2021).

ENVIRONNEMENT & CLIMAT

Indicateurs	Valeur
Aires protégées (% du territoire) ^{e1}	~25
Couverture forestière (% du territoire) ^{e2}	~88
Émissions de CO ₂ par habitant (tonnes) ^{e3}	2,2
ND-GAIN Index (score) ^{e4}	~49,7

Sources :
^{e1} UNEP-WCMC & IUCN, Protected Planet Database, mise à jour 2023.
^{e2} FAO, Global Forest Resources Assessment, édition 2022.
^{e3} United Nations Development Programme, Human Development Report 2025 – Statistical Annex.
^{e4} University of Notre Dame, ND-GAIN Country Index, édition 2023.



CHAPITRE 1

PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT
DANS LE CONTEXTE NATIONAL
ET RÉGIONAL

STABILISATION POLITIQUE, CONSOLIDATION INSTITUTIONNELLE ET RELANCE DE L'ACTION PUBLIQUE

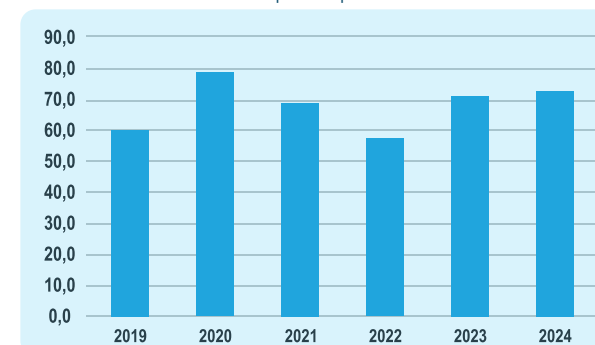
Sur le plan politique, l'année 2025 a été marquée par une accélération de la transition, le retour à l'ordre constitutionnel, un facteur central de restauration de la confiance économique et de la mise en œuvre de l'action publique. L'adoption d'un nouveau dispositif électoral, suivie de la tenue d'un cycle électoral complet, a contribué à restaurer la prévisibilité de l'action publique et à renforcer la confiance des acteurs économiques. Toutefois, la consolidation de cette stabilité politique demeure indissociable de la capacité du pays à engager des réformes économiques crédibles, dans un contexte de fortes pressions sociales et de marges budgétaires contraintes. Cette dynamique s'est structurée autour de l'élaboration du PNCD 2026-2030, appelé à constituer le principal cadre d'alignement entre gouvernance, performance économique et inclusion sociale à l'horizon 2030.

PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES ET TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Sur le plan macroéconomique, la croissance, estimée autour de 3 %, est restée modérée et à peine supérieure à la dynamique démographique. Cette performance limite les gains de revenu par tête, malgré un PIB par habitant relativement élevé à l'échelle régionale. Elle reflète la persistance de vulnérabilités structurelles, notamment la faiblesse des secteurs non extractifs, une productivité limitée et une croissance faiblement créatrice d'emplois décents. La structure productive demeure largement dominée par les hydrocarbures, le bois, et les minerais, qui concentrent plus de 90 % des exportations et l'essentiel des recettes en devises, ce qui entretient un décalage entre les performances macroéconomiques et l'amélioration concrète des conditions de vie des populations.

Dans ce contexte, la politique budgétaire continue d'opérer sous des contraintes étroites. La dette publique qui a atteint 70,5 %¹ du PIB en 2023 est estimée à environ 72 %² en 2024, dépassant ainsi le seuil de convergence de 70 % fixé dans le cadre de surveillance multilatérale de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). Conjugué à des besoins sociaux élevés et à des marges de financement limitées, ce niveau d'endettement rend la trajectoire macro-fiscale particulièrement sensible aux chocs. La persistance de déficits budgétaires estimé à 3 % du PIB en 2024, en l'absence de politiques de stabilisation pleinement consolidés, entretient un risque de dynamique défavorable de la dette, alimenté par la volatilité des recettes, notamment pétrolières. Les autorités ont néanmoins poursuivi une gestion prudente du passif, en assurant le service régulier de la dette extérieure et en apurant progressivement les arriérés intérieurs, contribuant à préserver l'accès aux financements concessionnels et multilatéraux.

Graphique 1 :
Evolution de la dette publique en fonction du PIB



Sources : Extrait de la Note de conjoncture 2025, Banque Mondiale

Sources :

¹Estimation Fonds Monétaire International (FMI), Communiqué de presse N° 24/187 au titre de l'Article IV avec le Gabon, 2024

²Banque mondiale. 2025. Macro Poverty Outlook: Sub-Saharan Africa – Gabon. Washington DC.



Dans cette configuration, la mise en place d'une politique efficace d'assainissement des finances publiques apparaît de plus en plus comme une option envisageable pour le pays afin de restaurer ses marges de manœuvre budgétaires, renforcer la discipline macro-fiscale et consolider la crédibilité économique du pays, y compris au regard des exigences de stabilité régionale au sein de la CEMAC. Une telle trajectoire, ne pourra toutefois être soutenable que si elle intègre pleinement la nécessité de préserver les investissements sociaux essentiels pour les enfants, les jeunes, et les femmes, premières populations touchées par les ajustements budgétaires. La capacité à protéger les dépenses prioritaires en santé, éducation, protection de l'enfance et nutrition, ainsi qu'à renforcer les mécanismes d'amortissement social, sera déterminante pour garantir que toute consolidation macro fiscale ne se traduise pas par un accroissement des vulnérabilités, mais au contraire par un investissement stratégique dans le capital humain et l'équité.

Face à ces contraintes, le Gabon a également poursuivi ses efforts visant à diversifier ses leviers de financement en articulant gestion de la dette et valorisation de son capital naturel. La mise en œuvre de mécanismes d'échange dette-nature, le recours à des instruments de finance bleue dédiés à la conservation marine et la préparation de la troisième Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0), validée fin 2025, s'inscrivent dans cette logique. Sans modifier substantiellement la dynamique globale de la dette à court terme, ces instruments constituent des mécanismes complémentaires visant à mobiliser des financements concessionnels conditionnés, à préserver l'espace budgétaire et à aligner soutenabilité macroéconomique et objectifs climatiques de long terme.

L'analyse du système productif confirme par ailleurs la nécessité d'accélérer la transformation structurelle de l'économie. Les exportations restent concentrées sur un nombre limité de produits primaires, tandis que les importations demeurent dominées par les biens alimentaires et manufacturés. Les orientations récentes, notamment l'interdiction programmée des exportations de manganèse non transformé à l'horizon 2029 et la substitution progressive des importations de poulets de chair d'ici 2027, traduisent une volonté affirmée de création de valeur locale, dont l'efficacité dépendra toutefois du séquençage des réformes, de la cohérence des cadres réglementaires et de la capacité de mise en œuvre, en particulier dans un contexte de contraintes budgétaires accrues.

DYNAMIQUES SOCIALES ET CAPITAL HUMAIN

Sur le plan social, la faible transmission de la croissance vers l'emploi et l'amélioration des conditions de vie demeure un défi structurel majeur, affectant en premier lieu les enfants, les adolescents et les jeunes adultes. Le chômage particulièrement élevé chez les moins de 24 ans, limite leur transition vers l'autonomie économique, tandis qu'une part significative des ménages avec enfants continue de vivre sous le seuil de pauvreté. Cette situation exerce des pressions persistantes sur le capital humain et fragilise la capacité des

systèmes sociaux essentiels à garantir un accès équitable aux services de santé, d'éducation, de nutrition et de protection. Malgré une augmentation des allocations budgétaires en faveur des services sociaux, notamment la santé, les performances restent au deçà des attentes. La mortalité maternelle, estimée à 399 décès pour 100 000 naissances vivantes, et la persistance des grossesses précoces chez les adolescentes illustrent les vulnérabilités structurelles qui affectent directement la survie, le développement et la santé reproductive des jeunes filles. En outre, la participation et l'intégration des femmes et des jeunes dans la gouvernance politique et économique progressent, mais demeurent insuffisantes pour garantir une participation significative aux processus de décision, indispensable à une transformation inclusive et conforme au principe " ne laisser personne de côté ". Dans ce contexte, l'adhésion du Gabon à l'Alliance Mondiale Pionnière pour mettre fin à la violence contre les enfants et le lancement d'un Recensement Général de la Population et du Logement (RGPL) constituent des jalons déterminants. Ils permettront de renforcer la base factuelle des politiques sociales, d'améliorer le ciblage des interventions, et d'accroître l'efficacité de la dépense publique grâce à des données actualisées sur les dynamiques démographiques, les vulnérabilités des populations (en particulier des enfants) et les inégalités territoriales. En plaçant l'enfant au centre des réformes sociales et économiques, le pays crée les conditions d'une croissance plus inclusive, d'une meilleure résilience des ménages et d'un investissement stratégique dans la génération qui portera la transformation du Gabon.



REPOSITIONNEMENT GÉOPOLITIQUE ET PERSPECTIVES SOUS-RÉGIONALES

Enfin, sur le plan géopolitique et sous-régional, la clarification du différend territorial relatif à l'île Mbané marque un tournant symbolique et stratégique. En redéfinissant les paramètres de la souveraineté maritime, cette évolution influence les perspectives liées à l'économie bleue, à la gestion durable des ressources naturelles et à la coopération dans le golfe de Guinée, tout en soutenant le repositionnement du Gabon comme acteur de stabilité sous-régionale.



CHAPITRE 2
APPUI DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT



2.1 APERÇU DES RÉSULTATS CLÉS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	PILIERS DE L'AGENDA 2030	PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES NATIONS UNIES	RÉSULTATS OU EFFETS	ODD	AGENCES CONTRIBUTRICES
Mettre en place des facteurs de compétitivité à travers le développement du capital humain, l'amélioration du cadre des affaires, l'appui au secteur privé, la réforme et la modernisation de l'État et la durabilité environnementale.	 PAIX  PLANETE  POPULATION	Promotion de la bonne gouvernance et des droits humains.	D'ici 2027, le cadre légal et institutionnel est renforcé et les institutions sont plus redevables, transparentes et efficaces en vue d'assurer une gouvernance orthodoxe et inclusive et un développement durable et équitable, en ligne avec les engagements nationaux et internationaux pris par le pays.		PNUD, ONUDC, UNOCA, OIT, OHCHR, UNESCO, UNICEF, FAO, ONU-Habitat, ONU Femmes, UNFPA, OMS
Accélérer la croissance économique et en diversifier les sources pour assurer une gestion durable des ressources naturelles afin de les préserver pour les générations futures.	 PLANETE  PROSPERITE  PARTENARIATS	Assurer une transition maîtrisée vers une économie verte et bleue, inclusive et participative, tout en dotant les populations, notamment les femmes et les jeunes, d'outils innovants et de mécanismes d'adaptation durable aux effets du changement climatique.	D'ici 2027, les populations, notamment les jeunes et les femmes, participent à la gestion durable des ressources naturelles et bénéficient des fruits d'une transition maîtrisée vers l'économie verte et bleue dans un environnement plus résilient aux changements climatiques.		FAO, PNUD, UNEP, FIDA, FAO, ONUDI, ONU Femmes, ONUDC, ONU-Habitat, UNESCO
Réduire la pauvreté et les inégalités sociales	 PEUPLE	Garantir l'accès de l'ensemble de la population et surtout des groupes vulnérables aux services sociaux de base de qualité (éducation, santé, etc.), à une protection sociale (filets de protection sociale, couverture maladie universelle, etc.) dans un environnement protecteur contre toutes les violences, en particulier celles basées sur le genre.	D'ici 2027, les populations, notamment les plus vulnérables bénéficient d'accès aux services sociaux de qualité, intégrés, résilients et inclusifs et les inégalités sociales et de genre sont réduites.		PNUD, OMS, UNESCO, UNICEF, UNFPA, OIT, ONU Femmes, OHCHR, FAO, OIM, ONUDC

2.2 PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION

PRIORITÉ 1

BONNE GOUVERNANCE & DROITS HUMAINS

RÉSULTAT 1 :

D'ici 2027, le cadre légal et institutionnel est renforcé et les institutions sont plus redevables, transparentes et efficaces en vue d'assurer une gouvernance orthodoxe et inclusive et un développement durable et équitable, en ligne avec les engagements nationaux et internationaux pris par le pays.



Appui à un processus électoral plus transparent, inclusif et apaisé,
grâce au déploiement de 500 observateurs citoyens équipés de tablettes dans 2000 bureaux de vote connectés à un dispositif de veille citoyenne, et au renforcement des capacités de 220 professionnels des médias ;



Une participation politique plus inclusive,
avec 250 femmes et jeunes candidats potentiels formés aux fondamentaux électoraux, au leadership et à la gestion de campagne ;



Une planification de l'action publique plus structurée et orientée vers les résultats,
appuyée par la formation de 200 hauts fonctionnaires en planification stratégique ayant contribué à l'élaboration du PNCD (2026-2030) ;



Une justice plus efficace et respectueuse des droits fondamentaux,
soutenue par la formation de 155 personnels judiciaires et 140 praticiens de la chaîne pénale sur la modernisation des procédures et l'application des cadres juridiques nationaux et internationaux ;



Une gouvernance sanitaire modernisée,
grâce à l'appropriation du système d'information numérique par les acteurs du secteur ;



Une coordination inter-agences soutenue pour une sécurité maritime
grâce au renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale gabonaise en matière de techniques d'enquête et d'investigation maritimes.

BONNE GOUVERNANCE & DROITS HUMAINS

MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE RÉSULTAT 1

Dans un contexte marqué par la transition politique, le retour à l'ordre constitutionnel et face à des attentes fortes des populations sur la qualité du service public et du respect des droits, l'action conjointe des Nations Unies a privilégié une approche structurante, celle d'investir dans les compétences publiques, de moderniser les outils d'aide à la décision et de consolider les garanties de droits humains et la participation citoyenne.

Dans cette perspective, les interventions ont porté à la fois sur la planification des politiques publiques, l'accès à une justice équitable, mais également à l'intégrité des processus électoraux.

Le Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD (SDG Fund) a permis de former une "masse critique" d'experts au sein de l'administration en matière de planification stratégique et développement local. Cet appui, s'est traduit par le renforcement de la gouvernance et l'efficacité des politiques publiques à travers la mise en place d'outils normatifs et opérationnels pour une planification basée sur des données probantes. La consolidation de l'État de droit et la protection des personnes ont également été au cœur de nos priorités. Des actions ciblées sur la chaîne pénale et la lutte contre la criminalité ont été menées. Une centaine de praticiens de la justice pénale ont été formés aux cadres juridiques et institutionnels pour lutter contre la traite des personnes, le trafic illicite de migrants et les violences sexuelles.

Des actions de formation ont été menées pour renforcer les capacités des structures chargées de la lutte contre les violences faites aux femmes et filles et la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG). Les campagnes de sensibilisation ont été intensifiées et des plaidoyers ont été conduits pour le renforcement du dispositif juridique pour garantir une tolérance zéro envers les auteurs de VBG.

La promotion d'une justice plus responsable, efficace et inclusive a constitué une priorité pour soutenir la stabilité démocratique et la cohésion sociale. Les efforts engagés ont soutenu la modernisation du secteur judiciaire, tant par le renforcement des capacités des personnels que par l'amélioration des outils et des processus, y compris dans le cadre des élections.

En matière de gouvernance démocratique, des actions ont été menées pour favoriser un climat apaisé en période électorale. En collaboration avec les organes institutionnels en charge du processus électoral, des organisations de la société civile et du Réseau d'Observateurs Citoyens (ROC) ainsi que des associations de presse, des femmes leaders, responsables religieux et professionnels des médias ont été formés à la gestion électorale, au leadership et à la cohésion sociale pour prévenir les tensions.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par le lancement du processus d'élaboration du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030), appelé à devenir le principal cadre d'orientation des politiques publiques. Cette initiative a permis de renforcer la cohérence de l'action publique, mieux cibler les investissements et à accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Rokya Ye Dieng
Représentante Résidente du PNUD et
Présidente du Groupe de Résultat 1



Success Stories

Quand l'expertise onusienne renforce les politiques publiques et transforme l'action de l'État

Pendant longtemps, l'action publique peinait à produire des résultats en matière de gouvernance et de qualité des services. Les mécanismes institutionnels restaient fragmentés, certains services essentiels inégalement accessibles, et la confiance dans les processus électoraux demeuraient fragiles.

La transition politique a marqué un tournant. Elle a ainsi permis d'engager des changements pour accélérer la transformation du pays et de mieux répondre aux attentes des populations.

Aujourd'hui, ces évolutions se traduisent par des progrès concrets. Avec l'appui du système des Nations Unies, le processus électoral s'est déroulé dans un climat plus serein, avec des dispositifs renforcés qui contribuent à plus de transparence et d'inclusion, tout en élargissant la participation des femmes et des jeunes à la vie publique.

L'action de l'État gagne en lisibilité et en efficacité. La planification publique s'appuie désormais sur un cadre structuré avec l'élaboration du nouveau Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030), permettant de mieux définir les priorités, orienter les investissements et suivre les résultats dans la durée. Cette dynamique s'est également traduite par des décisions structurantes, telles que l'introduction d'une taxe carbone dans la Loi de finances 2026 et la

révision des exonérations fiscales, marquant une évolution vers un modèle de financement du développement plus durable.

Dans le même temps, l'ambition climatique du pays est désormais déclinée en orientations opérationnelles. La révision de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et l'élaboration d'une feuille de route post-COP30 permettent de mieux planifier et financer les actions climatiques, afin de transformer les engagements pris sur la scène internationale en actions concrètes au bénéfice des populations locales.

D'autre part, les institutions publiques se consolident également. En effet, le système judiciaire évolue vers davantage d'efficacité et un meilleur respect des droits humains, et les capacités nationales se renforcent pour faire face aux enjeux de sécurité, notamment en matière de criminalité maritime.

Au-delà des réformes institutionnelles, avec l'appui du système des Nations Unies, ces transformations se traduisent aussi dans le quotidien des populations. Des milliers de personnes ont désormais accès à une eau potable de qualité, et des milliers d'élèves, apprennent aujourd'hui dans des conditions améliorées, grâce à des infrastructures scolaires réhabilitées ou construites.



Le Gabon relève le défi d'un triple scrutin : un processus électoral porteur de confiance et d'apaisement démocratique

En 2025, dans un contexte de transition politique et de fortes attentes citoyennes en matière de transparence, de crédibilité et d'inclusion, le Gabon s'est engagé dans un défi démocratique inédit : l'organisation d'un triple scrutin. Ce processus a concerné l'élection présidentielle d'avril 2025, suivie des élections législatives et locales de septembre 2025. Au-delà de l'enjeu organisationnel, il s'agissait de renforcer la confiance des citoyens dans les institutions, de garantir une participation équitable de toutes les composantes de la société et de prévenir les tensions dans un climat politique sensible. La crédibilité du processus électoral, la qualité de l'information et le respect des droits fondamentaux se sont ainsi imposés comme des leviers essentiels pour préserver la stabilité et consolider l'apaisement démocratique.

Pour accompagner ce processus, les Nations Unies, à travers le PNUD, l'UNOCA, HCDH et ONU Femmes ont soutenu les institutions en charge des élections tout au long du cycle électoral afin de renforcer la crédibilité et l'inclusivité des scrutins. Cet appui a porté sur le renforcement des capacités organisationnelles, la promotion de la participation politique des femmes, des personnes handicapées et la prévention des risques de tensions. En collaboration avec des organisations de la société civile et des associations de presse, des femmes leaders, des responsables religieux, des professionnels des médias ainsi que le Réseau des Observateurs Citoyens ont été formés à la gestion électorale, au leadership, à la cohésion sociale et à la lutte contre la désinformation, contribuant ainsi à la tenue de scrutins apaisés et inclusifs.

Ces actions ont contribué à rendre le processus électoral plus inclusif et mieux compris par les populations. Les professionnels des médias et les acteurs de la société civile ont diffusé



une information responsable et encouragé la participation citoyenne. Une mobilisation importante de la population a été observée, avec un taux de participation de 70 % à l'élection présidentielle. Comme l'exprime un membre d'une organisation de la société civile : " ces formations nous ont donné les outils nécessaires pour mieux informer la population, promouvoir l'engagement citoyen et prévenir les tensions. Nous avons pu sensibiliser davantage de femmes et de jeunes, ce qui a contribué à une élection apaisée et à une forte mobilisation. "

Ces résultats reflètent l'apport des entités des Nations Unies tout au long du cycle électoral. Par un appui ciblé et coordonné aux institutions et aux acteurs, elles ont permis de contribuer à un climat électoral globalement apaisé, marqué par une confiance renforcée dans le processus démocratique et une réduction des tensions.



Une justice plus responsable et protectrice : quand le plaidoyer et la coopération contribuent à réhabiliter les victimes de traite

Arrivée au Gabon après avoir quitté son pays d'origine, une jeune fille togolaise se retrouve prise dans les filets de la traite des personnes opérant le long des routes migratoires entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et exploitée par un proche parent. En situation de grande vulnérabilité, elle a été par la suite interpellée et condamnée à une peine de trois ans d'emprisonnement pour défaut de titre de séjour. Sa réalité est tout autre : elle est victime.

Son parcours met en lumière la réalité complexe des migrations mixtes, où des victimes de traite peuvent être confrontées à une double vulnérabilité : exploitées par des réseaux criminels, elles risquent également d'être considérées comme en infraction aux règles migratoires dans le pays d'accueil. Dans un contexte marqué par la mobilité transfrontalière et l'action de réseaux criminels organisés, l'identification précoce des victimes et leur protection demeurent un défi majeur pour les systèmes judiciaires.

Pour répondre à ces enjeux, l'ONUDC et l'UNICEF à travers un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale multipartenaire pour les migrations (MMPTF) Gabon-Togo ont renforcé les capacités de 140 praticiens de la justice pénale, pour mieux identifier, protéger et orienter les victimes de traite, selon une approche centrée sur les droits humains et sensible au genre. De plus, 27 représentants de communautés étrangères, membres de la Communauté fraternelle du Gabon (COFRAGA) ont été sensibilisés afin d'améliorer le signalement et l'accompagnement des victimes de la traite des personnes et les migrants en situation de vulnérabilité au sein de leurs communautés.

C'est grâce à ce double appui, institutionnel et communautaire que son cas a été réexaminé. Le plaidoyer porté par la COFRAGA auprès des autorités judiciaires de Libreville, a permis de faire reconnaître son statut de victime. Elle a été libérée de prison et orientée vers une prise en charge adaptée.

En outre, lors d'une visite à Libreville d'une délégation de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes du Togo, facilitée par l'ONUDC, les autorités gabonaises ont pu appliquer une approche centrée sur la victime. La coopération bilatérale engagée à cette occasion a permis d'initier le processus de retracement familial d'une seconde victime de traite et organiser son retour sécurisé dans son pays d'origine.

" Avant, nous traitions uniquement l'infraction. Aujourd'hui, nous prenons le temps de comprendre la situation et la vulnérabilité de la personne. Le partage d'expériences avec les agents du centre d'appel 1412 Super Mwana a été déterminant : il garantit que chaque victime soit traitée avec dignité et compréhension. Désormais, nos interventions sont mieux coordonnées et davantage centrées sur la protection et l'accompagnement approprié des victimes " a souligné un officier de police judiciaire.

Au-delà de ces cas individuels, ces interventions illustrent un changement plus profond, un système judiciaire mieux outillé pour identifier les victimes de traite nonobstant leur statut migratoire, et plus protecteur des personnes vulnérables.

PRIORITÉ 2

TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET BLEUE

RÉSULTAT 2 :

D'ici 2027, les populations, notamment les jeunes et les femmes, participent à la gestion durable des ressources naturelles et bénéficient des fruits d'une transition maîtrisée vers l'économie verte et bleue dans un environnement plus résilient aux changements climatiques.



3,8 millions de tonnes de CO₂ séquestrés,
renforçant l'ambition de neutralité carbone du pays ;



600 personnes formées à la finance biodiversité,
renforçant l'intégration des priorités environnementales dans les politiques publiques ;



110 000 personnes bénéficiaires
des activités génératrices de revenus dans le corridor Bas Ogooué – Basse Nyanga ;



2 500 personnes
ont bénéficié d'opportunités économiques directes et indirectes dans l'Ogooué-Ivindo ;



500 jeunes mobilisés pour l'action climatique, dont 9 ont représenté le pays à la COY30/COP30 ;



369 producteurs formés aux techniques de multiplication rapide du matériel végétal,
avec 40 hectares de cultures vivrières mis en production ;



138 acteurs de la filière aquacole accompagnés,
améliorant la productivité de leurs exploitations et l'offre locale de poisson ;



930 lampadaires solaires
installés dans 88 localités, améliorant l'accès à une énergie propre ;



36 km de routes rurales aménagées,
contribuant au désenclavement des communautés.

TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET BLEUE



MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE RÉSULTAT 2

Pays riche en ressources naturelles, le Gabon se trouve à un tournant décisif. La transition vers une économie verte et bleue offre une opportunité unique de concilier croissance, protection de l'environnement et amélioration des conditions de vie. C'est dans cette dynamique que notre appui a consisté à renforcer la résilience face aux chocs climatiques, tout en créant les conditions favorables à des investissements durables et à des opportunités pour les communautés.

En 2025, cet accompagnement s'est appuyé sur des instruments structurants, dont le Fonds pour les Forêts d'Afrique centrale (CAFI) et le Fonds pour l'environnement mondial (GEF), aux côtés d'autres initiatives. Il a permis de renforcer les capacités nationales en matière de finance biodiversité, d'adaptation climatique et d'intégration des engagements climatiques dans les politiques publiques, notamment à travers l'appui aux Contributions Déterminées au niveau National et à la feuille de route climatique.

En matière de conservation et de valorisation urbaine, des actions de verdissement fondées sur la biodiversité locale ont été mises en œuvre afin d'améliorer le cadre de vie des populations et de renforcer la résilience climatique du Grand Libreville. Pour préserver le capital naturel, les écogardes de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux ont été appuyés pour conduire des missions de sensibilisation et de surveillance.

Sur la gouvernance forestière, nous avons accompagné les communautés autochtones et les acteurs locaux afin de développer des activités économiques durables et de promouvoir une gestion durable des forêts. Cette approche a permis de concilier développement local et séquestration carbone, contribuant à l'ambition de neutralité climatique du pays.

Pour accélérer la transition vers une économie bleue, un appui a été apporté à la structuration de la filière aquacole dans trois provinces, à travers le renforcement des capacités productives des acteurs et la mise en place d'un écosystème d'intrants de qualité. Dans une perspective de souveraineté alimentaire, cet appui a favorisé la création d'opportunités économiques, notamment pour les jeunes et les femmes.

Ces progrès traduisent une transformation systémique, fondée sur la cohérence des politiques publiques, la mobilisation de financements innovants et une coordination renforcée entre institutions nationales, partenaires techniques et financiers. Elles témoignent d'une vision partagée : faire de la transition verte et bleue un moteur durable de prospérité pour le Gabon.



Athman Muravili
Coordonnateur Sous-régional
et Représentant Résident de la FAO
et Président du Groupe de Résultat 2



Success Stories

Quand la demande croissante de poisson offre de nouvelles perspectives aux jeunes dans la pisciculture

Au Gabon, la consommation de poisson atteint 35 kg par habitant et près de 25 000 tonnes sont importées chaque année pour répondre à la demande locale. Malgré 423 exploitants actifs, le secteur reste vieillissant, seuls 22,7 % ont moins de 35 ans et est freiné par l'accès limité à des intrants de qualité. Derrière ces défis se dessine une opportunité : produire davantage localement et créer des emplois pour les jeunes.

Pour Alvina Doris Ntsame Akono, cette opportunité a pris la forme d'un nouveau départ. Contrainte d'interrompre ses études secondaires pour des raisons financières, elle cherche une activité capable de lui assurer un revenu. La pisciculture devient alors plus qu'un métier : une passion économiquement rentable.

Comme plusieurs autres jeunes, Alvina est sélectionnée dans le cadre d'un projet mis en œuvre par la FAO, où elle bénéficie de formations techniques, d'un accompagnement entrepreneurial et d'un appui en équipements. L'initiative ne s'est pas limitée à la formation, elle a structuré un écosystème autour de la production d'intrants de qualité, le développement d'un prototype d'écloserie artisanale pour la production d'alevins améliorés, de bonnes pratiques d'alimentation et de gestion, afin d'augmenter durablement les rendements.

Dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Woleu-Ntem, 138 acteurs de la filière ont été accompagnés

pour améliorer la productivité et la rentabilité de leurs exploitations, contribuant à renforcer l'offre locale de poisson.

Aujourd'hui, Alvina gère plusieurs étangs et écloseries, élève des milliers d'alevins et vend sa production sur le marché local. " Grâce à l'appui reçu de la FAO, j'ai pu me lancer dans la pisciculture. J'ai été formée au montage d'un projet piscicole, à la gestion de l'eau, à la prévention des maladies, à l'alimentation et à la récolte. J'ai aussi reçu des équipements adaptés. Désormais, je dispose de 9 étangs, 2 écloseries et 7 bacs hors sol, avec 5 500 alevins de clarias et 2 000 alevins de tilapia nilotica. En 2025, j'ai produit et vendu 300 kg de clarias et 60 kg de tilapia. Cette activité me rend autonome et me permet de couvrir les frais de santé et de scolarité de mes enfants ", explique-t-elle. Elle ajoute : " Je conseille vivement aux jeunes de se lancer dans cette activité. "

Menée conjointement avec le Gouvernement, cette initiative sensible au genre et à la jeunesse a également mobilisé les directions provinciales des pêches et de l'aquaculture, ainsi que des chercheurs et des instituts de formation pour assurer la disponibilité sur le marché d'aliments et d'alevins de qualité. Elle contribue directement à la lutte contre la pauvreté (ODD 1), à la faim zéro (ODD 2), à l'égalité des sexes (ODD 5) et à l'exploitation durable des ressources aquatiques (ODD 14).



De Libreville à Belém : quand la voix des jeunes gabonais porte l'ambition climatique du pays à la COP30

Ils sont jeunes. Ils sont au nombre de neuf, aux profils différents, venus des quatre coins du Gabon. Mais ils portent la même ambition : faire entendre la voix de leur génération dans les décisions qui façonneront l'avenir climatique du pays.

Olidie Ibogni Jheny, Kessy Sméralda Mesene Me Nguema, Grâce Rebecca Kimberly Mouckala Mouckala, Loïc Moukagni-Mounguengui, Duthie Chancel Mbombet, Angeldie Moïsiiah Gramédie Nzamba, Laurent Yvon Owanga Okili et Djevi-Bradley Atoubwa-Mongoua n'ont pas attendu la scène internationale pour s'engager. Leur parcours commence dans les écoles, les universités, les mouvements associatifs et les initiatives communautaires où ils sensibilisent, débattent et proposent des solutions concrètes face aux défis climatiques.

Grâce à l'accompagnement de l'UNICEF, de l'UNFPA et du PNUD, près de 500 jeunes ont été mobilisés autour de l'action climatique. Parmi eux, neuf ont été sélectionnés pour représenter le Gabon à la Conférence mondiale des jeunes sur le climat (COY20) puis à la 30^{ème} Conférence des Parties (COP30) à Belém, au Brésil, en novembre 2025. Au-delà d'une participation symbolique, il s'agit d'une avancée majeure pour l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels environnementaux. En faisant porter la voix et les aspirations de la jeunesse gabonaise par des jeunes, le Gabon affirme son ambition climatique et renforce son leadership sur la scène internationale.

Aux côtés de 1 000 jeunes leaders venus du monde entier lors de la COY20, ils ont formulé des propositions concrètes en amont des négociations officielles. Ces contributions ont nourri les échanges de la COP30, qui a réuni plus de 50 000 participants (dirigeants, scientifiques, organisations de la société civile) autour de l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C et de renforcer les engagements financiers pour le climat.



Leur présence illustre la place essentielle de la jeunesse africaine dans la transition écologique. Elle reflète l'engagement d'une génération qui développe des solutions locales durables et s'inscrit dans les priorités nationales : neutralité carbone, préservation des forêts et création d'opportunités économiques durables.

“ Participer à la COY20 m'a permis de renforcer mes compétences en finance verte et de découvrir de nouvelles opportunités pour développer mon entreprise, tout en inspirant d'autres jeunes ”, nous a confié Olidie Ibogni.

Cette expérience a offert à la jeunesse gabonaise un accès privilégié aux connaissances, aux réseaux et aux mécanismes de financement vert, renforçant sa capacité à transformer l'engagement climatique en actions concrètes sur le terrain.



PRIORITÉ 3

ÉGALITÉ DES CHANCES ET INCLUSION

RÉSULTAT 3 :

D'ici 2027, les populations, notamment les plus vulnérables bénéficient d'accès aux services sociaux de qualité, intégrés, résilients et inclusifs et les inégalités sociales et de genre sont réduites.



BUDGET TOTAL INVESTI

7,9
MILLIONS USD



200 000 personnes

ont accédé à des services de santé primaires, notamment l'accès à l'information sur les maladies transmissibles et la santé reproductive, grâce au déploiement de 185 agents de santé communautaires formés et équipés dans 7 départements.



10 754 personnes,

dont 7 782 adolescents et jeunes, ont bénéficié de services de Santé Sexuelle et Reproductive via la clinique mobile QG Jeune.



52 000 enfants

vaccinés contre la rougeole et la diphtérie, contribuant à renforcer l'immunité des enfants contre ces maladies ;



8 000 jeunes U-Reporters,

mobilisés pour la campagne de prévention du VIH et la vaccination ;



7 689 élèves

dont 4574 filles étudient aujourd'hui dans des salles de classe réhabilitées ou construites ;



22 600 personnes

disposent désormais d'un accès amélioré à l'eau potable de qualité ;



6 727 enfants

dépistés dans 341 communautés lors de la cartographie nationale de la filariose lymphatique, permettant d'identifier des cas et d'orienter la riposte sanitaire ;



3 822 entrepreneurs

du secteur informel ont formalisé leur activité, améliorant leur accès aux services financiers.

ÉGALITÉ DES CHANCES ET INCLUSION



MOT DU PRÉSIDENT DU GROUPE DE RÉSULTAT 3

Au Gabon, les inégalités d'accès aux services sociaux essentiels, aux opportunités économiques et aux mécanismes de financement continuent de freiner le plein potentiel des jeunes, des femmes, des migrants de retour et des populations vivant en zones enclavées. Réduire ces disparités pour favoriser l'inclusion sociale et promouvoir l'égalité des chances exige des actions de coordination intersectorielle et un plaidoyer avec l'ensemble des parties prenantes.

En 2025, notre action s'est structurée autour de leviers complémentaires.

Sur le plan sanitaire, l'appui a visé le renforcement des soins de santé primaires, à travers l'amélioration de l'offre des soins et le déploiement effectif de la santé communautaire. Il a également permis de renforcer la gouvernance, avec la mise en place des comités de santé départementaux et la formation des équipes cadres, afin d'améliorer l'accès équitable aux services essentiels, notamment dans les zones reculées. La cartographie nationale de la filarose lymphatique a fourni des données probantes qui confirment qu'elle n'est pas un problème de santé publique au Gabon, ce qui permettra d'orienter les interventions de lutte avec un focus sur la prise en charge des cas identifiés. Sur cette même lancée, le pays dispose désormais d'un Centre d'opération des Urgences Sanitaires et de 57 experts nationaux pour la gestion des Catastrophes et Urgences sanitaires.

Par ailleurs, les initiatives en milieu universitaire ont intégré la promotion du bien-être des jeunes comme composante clé d'une approche inclusive de santé publique.

Sur le plan économique, l'accompagnement du secteur informel a contribué à structurer l'inclusion financière à travers la formalisation des activités, l'accès aux services financiers numériques et le renforcement des capacités entrepreneuriales. L'autonomisation des femmes et l'employabilité des jeunes ont constitué un axe central de cette initiative.

Enfin, l'inclusion sociale s'est également traduite par l'accompagnement de migrants gabonais de retour afin de faciliter leur réinsertion socio-économique. Grâce à un suivi individualisé, des formations adaptées et un appui à la création d'activités génératrices de revenus, des jeunes ont pu lancer des initiatives viables et retrouver une autonomie financière durable.

Dr Jeff Kabinda Naotela

Représentant par intérim de l'OMS et
Président du Groupe de Résultat 3



VISITE DE LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, CHARGÉE DE LA QUESTION DE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Un plaidoyer pour placer la protection de l'enfant au cœur des priorités nationales

Du 1^{er} au 5 décembre 2025, Dr Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, a effectué une visite officielle au Gabon dans un contexte préoccupant : plus de 5 100 cas de violences scolaires recensés en 2023, 148 abus sexuels sur des jeunes filles, 23 enfants victimes de traite et près de 4 500 mariages précoces enregistrés la même année.

Cette mission a mobilisé les plus hautes autorités de l'État, dont le Président de la République, les institutions judiciaires, les leaders religieux, la société civile ainsi que la Première Dame, réaffirmant l'engagement politique en faveur d'une tolérance zéro face aux violences faites aux enfants. Les échanges directs avec des élèves, des jeunes survivantes et des mineurs en conflit avec la loi ont permis de replacer l'écoute et la participation des enfants au cœur des priorités.

Au terme de la mission, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment l'élaboration d'une feuille de route nationale intégrée et budgétisée pour la protection de l'enfance, assortie d'un cadre clair de coordination et de redevabilité ; d'une cartographie et standardisation des services existants ; Cette visite fait suite à l'adhésion du Gabon en novembre 2025 à l'Alliance mondiale des pays pionniers pour mettre fin à la violence contre les enfants et consolide la volonté du Gabon, de faire de la protection de l'enfant un pilier du développement durable.



Success Stories

De la peur au soulagement : quand une enquête sanitaire nationale rassure des milliers de familles



À Cocobeach, dans le département de la Noya, les rumeurs circulaient depuis des années. Certains parlaient de “maladie des jambes enflées”, d’autres d’hydrocèles vécues dans le silence et la honte. La filariose lymphatique, transmise par les moustiques, reste une maladie associée à la stigmatisation. Au Gabon, les dernières données fiables remontaient à près de dix ans. Sans certitude scientifique, impossible de savoir si la maladie circulait encore.

En 2025, les équipes du Programme de Lutte contre les Maladies Parasitaires, conduite par le Ministère de la Santé avec l’appui de l’OMS, ont sillonné le pays. Dans 341 communautés, 6 727 enfants âgés de 9 à 14 ans ont été dépistés. Les tests, réalisés parfois dans des villages enclavés accessibles uniquement par pirogue ou pistes forestières, ont permis de lever le doute. “ L’enquête a rassuré la population et révélé des cas longtemps ignorés ”, souligne la Directrice du Programme.

Les résultats sont sans équivoque, les analyses ont confirmé l’absence totale de *Wuchereria bancrofti*. Les 13 tests positifs observés étaient liés à une autre parasitose, *Loa loa*. En parallèle, 41 cas de lymphœdème et 54 d’hydrocèle ont été identifiés, permettant enfin d’orienter les patients vers une prise en charge adaptée.

Au-delà des chiffres, c’est un soulagement collectif. Des parents rassurés, des enfants protégés, des communautés écoutées. Le Gabon dispose désormais des preuves scientifiques nécessaires pour confirmer son statut indemne et passer à une surveillance durable.

Cette action coordonnée a été une étape décisive vers l’élimination d’une maladie tropicale négligée et vers un système de santé plus proche des communautés.



Revenir et rebondir : transformer le retour au pays en opportunité économique durable

Quand Medhie Guisnelle rentre à Moanda après son séjour au Maroc, elle retrouve un quartier en pleine transformation. De nouveaux terrains, des maisons en construction, mais aussi beaucoup d’incertitudes. Revenir au pays, c’est tourner une page, sans toujours savoir comment écrire la suivante.

À Port-Gentil, Judia vit une expérience similaire. Revenue de Belgique, elle doit reconstruire son projet de vie. L’envie est là, le talent aussi, mais sans appui structuré le risque est grand de rester en marge.

Pour éviter ces ruptures, l’Organisation Internationale des Migrants (OIM) a mis en place un accompagnement personnalisé au retour volontaire. Au-delà du simple transport, chaque migrant a bénéficié d’un appui psychosocial, des conseils en gestion et d’un soutien matériel et financier pour lancer une activité génératrice de revenus.

À Moanda, Medhie a ouvert une briqueterie dans le quartier Lekolo. Elle produit désormais des briques pour répondre aux besoins locaux liés à l’urbanisation croissante. À Port-Gentil, Judia développe progressivement sa pâtisserie en ligne, avec l’ambition d’ouvrir un jour son propre local et de fournir la ville en produits de pâtisserie.

Aujourd’hui, ces deux jeunes femmes génèrent des revenus stables, créent de petites opportunités autour d’elles et reprennent confiance en leur avenir.

Leur parcours illustre, qu’un retour bien accompagné peut devenir un véritable tremplin vers l’autonomie et l’inclusion économique durable.

2.3 PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Au cours de l'année écoulée, les cadres d'action collective ont constitué un levier structurant pour soutenir les priorités nationales du Gabon dans une phase de transition politique et institutionnelle exigeante. Au-delà d'initiatives ponctuelles, l'enjeu a consisté à consolider une approche différenciée et complémentaire, articulant gouvernance du développement, diplomatie de contenu et mobilisation élargie des parties prenantes, dans une logique de contribution mesurable aux objectifs de l'Agenda 2030.

CONSOLIDATION D'UN PARTENARIAT INSTITUTIONNEL MATURE AU SERVICE D'UNE DIPLOMATIE DE CONTENU

La solidité et le degré de maturité du partenariat institutionnel entre le Gouvernement gabonais et le Système des Nations Unies se sont confirmés sur le plan diplomatique et stratégique. Cette relation de travail étroite a permis de mobiliser, de manière concertée, la séquence " ONU 80 ", initiative portée par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un multilatéralisme plus efficace, crédible et orienté vers les résultats, comme un vecteur de diplomatie de contenu au service des priorités nationales. La célébration conjointe des 80 ans des Nations Unies et du 65^{ème} anniversaire de l'adhésion du Gabon aux Nations Unies, organisée en étroite coordination avec le ministère des Affaires étrangères, a dépassé le registre commémoratif pour mettre en cohérence engagements multilatéraux, priorités nationales et messages stratégiques portés par " ONU 80 ". Cette séquence a contribué à renforcer la visibilité internationale du Gabon et à consolider son positionnement comme acteur constructif du multilatéralisme, tout en ouvrant des perspectives d'initiatives conjointes dans les domaines de la diplomatie verte, économique et scientifique, en cohérence avec les orientations stratégiques du pays.

ANCER LE PARTENARIAT DANS LA CO-RESPONSABILITÉ DES PRIORITÉS NATIONALES

L'appui de l'Équipe-Pays des Nations Unies s'est inscrit dans une approche intégrée visant à soutenir les efforts nationaux d'alignement entre planification stratégique, priorisation des investissements, structuration du financement et suivi des résultats, en cohérence avec les Objectifs de développement durable. La coopération avec le Gouvernement s'est renforcée autour de l'accompagnement à la maturation des politiques publiques, en veillant à ce qu'elles soutiennent les systèmes essentiels pour les enfants et les jeunes. L'élaboration du nouveau Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030), a été ainsi accompagné d'un appui technique pour intégrer l'équité, la protection sociale et l'investissement dans le capital humain. Cette collaboration s'est traduite par une implication dans des mécanismes d'investissement public à fort impact territorial, afin que les bénéfices de la croissance se reflètent concrètement dans la vie des enfants et des familles les plus vulnérables. La décision des autorités gabonaises de confier à une entité onusienne la mise en œuvre opérationnelle d'un Programme d'Investissements Prioritaires financé à hauteur de 8 millions USD sur ressources nationales constitue avant tout un acte de gouvernance et de confiance institutionnelle. Elle traduit la reconnaissance de la capacité du Système des Nations Unies (SNU) à agir comme intégrateur neutre, catalyseur de partenariats et garant de standards internationaux, au service

de priorités nationales et orientées vers l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment les plus reculées.

ORIENTER L'ACTION COLLECTIVE VERS LA TRANSFORMATION DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Ces avancées en matière de gouvernance, de coordination institutionnelle et de confiance entrent en complémentarité avec les efforts visant à structurer un dialogue plus robuste sur la question centrale du financement du développement. Sur ce plan, l'action collective de l'Équipe de pays a accompagné une évolution vers une architecture plus diversifiée et orientée vers l'innovation. L'organisation du Forum sur le financement du développement en contexte post-transition a permis de structurer un dialogue national de haut niveau sur la soutenabilité, la diversification des sources de financement et l'alignement des flux financiers avec les priorités du prochain cycle de développement. Cette dynamique s'est traduite par l'adoption de la *Déclaration de Libreville* et par l'appui à la mise à jour du Cadre national intégré de financement, posant les bases d'une stratégie nationale ouverte aux instruments innovants. Dans la perspective de soutenir l'ambition nationale de valorisation du capital naturel comme levier de résilience macroéconomique et de soutenabilité de la trajectoire de développement, des jalons institutionnels structurants ont été établis dans le domaine du financement climatique et environnemental. Avec le concours des partenaires, l'incubation d'une feuille de route sur les marchés carbone, la création d'un registre national carbone et la mise en place d'un comité technique interministériel ont doté le pays d'outils de gouvernance essentiels pour opérationnaliser ses engagements climatiques et renforcer sa capacité à mobiliser des financements conditionnés à des résultats environnementaux mesurables.

ÉLARGIR ET STRUCTURER LES COALITIONS NATIONALES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030

Enfin, les dynamiques engagées ont permis d'élargir et de structurer les coalitions nationales autour de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en traduisant les principes d'inclusion, de mobilisation des acteurs et de responsabilité partagée en résultats concrets. L'approfondissement qualitatif de l'engagement des jeunes s'est matérialisé par l'organisation d'un *Youth Leadership Dialogue*, réunissant de manière ciblée décideurs publics, responsables du Système des Nations Unies et jeunes leaders, et ouvrant la voie à la mise en place d'un Comité consultatif de la jeunesse destiné à renforcer durablement leur contribution aux priorités nationales de développement. Dans une logique complémentaire, la mobilisation du secteur privé s'est intensifiée autour d'une approche plus stratégique de l'engagement économique en faveur des Objectifs de développement durable. Le renforcement du dialogue avec les entreprises, en cohérence avec les principes du Pacte mondial des Nations Unies, s'est accompagné du lancement d'une mission de cadrage avec les acteurs économiques et financiers, visant à identifier les leviers d'investissement à impact et à orienter les partenariats vers la création de valeur durable. Dans le même temps, la coopération Sud-Sud s'est affirmée comme un levier opérationnel crédible de transformation, notamment à travers un partenariat avec le Fonds IBSA ayant permis le déploiement d'un programme d'appui à la filière manioc, doté d'un financement d'environ un million de USD, dans plusieurs provinces prioritaires. Par ailleurs, l'ancrage sociétal de l'Agenda 2030 a été renforcé grâce à des partenariats avec les médias nationaux, favorisant la participation citoyenne et l'expression des enfants et des jeunes, et contribuant à une appropriation plus large des priorités nationales par la société.

Pris dans leur ensemble, ces avancées traduisent une capacité accrue à fédérer des acteurs divers autour d'objectifs partagés, à transformer le dialogue en action et à renforcer l'impact collectif des interventions au service d'une mise en œuvre plus inclusive, plus cohérente et plus efficace de l'Agenda 2030 au Gabon.





80 ANS DES NATIONS UNIES: 65 ans de partenariat avec le Gabon

Une exposition itinérante et digitale pour illustrer le parcours du Gabon aux Nations Unies et favoriser le dialogue intergénérationnel autour du multilatéralisme

En 2025, le Gabon et le Système des Nations Unies ont célébré les 80 ans des Nations Unies et 65 ans de coopération avec le Gabon. À cette occasion, une exposition itinérante et digitale a été conçue afin de retracer les grandes étapes de ce partenariat, mettre en lumière les contributions du Gabon au multilatéralisme et valoriser les résultats de cette collaboration au service du développement.

Lancée à l'Assemblée nationale en présence des membres du Gouvernement, du corps diplomatique, des partenaires techniques et financiers ainsi que de jeunes leaders, cette étape inaugurale a permis d'ancrer la célébration " ONU 80 " dans l'espace institutionnel et public. Elle a été déployée ensuite dans plusieurs lieux ouverts au public, durant toute l'année 2026 : le Musée national des Arts, Rites et Traditions du Gabon et l'Aéroport de Libreville. En parallèle, une exposition virtuelle immersive a permis d'élargir l'accès au contenu à un public national et international. Des campagnes médiatiques et digitales ont renforcé la portée de la célébration.

À travers des archives, des images et des témoignages, cette initiative a rapproché les Nations Unies des citoyens, favorisé un dialogue intergénérationnel sur les enjeux du développement durable et a réaffirmé l'importance d'un multilatéralisme rénové face aux défis contemporains.



2.4 RÉSULTATS DE L'ONU TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES



Les Nations Unies au Gabon ont poursuivi en 2025 le renforcement de leur cohérence stratégique dans l'esprit du principe " *Unis dans l'Action* ". Les réformes engagées dans le cadre de l'initiative " ONU 80 " ont permis d'harmoniser les méthodes de travail, de simplifier les outils et d'améliorer la coordination entre agences, fonds et programmes. Cette évolution a facilité un meilleur alignement des interventions sur les priorités nationales, notamment lors de l'élaboration du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030). Elle a également rendu l'appui des Nations Unies plus clair et plus lisible pour les autorités et les partenaires, dans un contexte de relance des réformes nationales.

Cette progression s'est traduite par une coordination inter-agence plus agile, intégrée et résolument orientée vers les résultats. Le renforcement des mécanismes de concertation, l'implication des équipes thématiques (PMT), du Groupe des Nations Unies pour la communication (UNCG) et des groupes de

travail spécialisés ont favorisé une intégration programmatique plus cohérente, une meilleure gestion des données et une harmonisation des messages. L'appui collectif apporté aux processus nationaux, notamment au cycle électoral et à la planification stratégique, illustre la capacité du système des Nations Unies à anticiper, accompagner et sécuriser des réformes complexes, tout en consolidant la redevabilité et la gestion des risques.

Des efforts ont été déployés pour améliorer l'efficacité opérationnelle. La mutualisation de certains services, l'utilisation de plateformes communes et la simplification des procédures administratives ont permis de réduire les doublons et d'accélérer la mise en œuvre des activités. Dans le cadre du *Business Operations Strategy* (BOS), ces efforts ont généré des économies de 165 544 USD en 2025, soit un total de 881 052 USD depuis 2020, et optimisé l'utilisation des ressources.

2.5 ÉVALUATION ET LEÇONS APPRIS

L'année 2025 a été une année de défis et d'importance stratégique pour le Gabon. Elle a été marquée par le lancement de l'initiative " ONU 80 ", un cycle électoral complet, ainsi que le démarrage du chantier du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD 2026-2030). Dans ce contexte complexe, les Nations Unies au Gabon ont fait preuve d'une grande flexibilité et ont su s'adapter afin de continuer à délivrer des résultats concrets au profit des populations, tout en accompagnant des réformes structurantes et des processus nationaux de première importance.

Le lancement de " ONU 80 " en 2025 a engagé le système des Nations Unies dans une dynamique de transformation structurelle visant à renforcer l'intégration, l'efficacité et l'impact collectif de l'action multilatérale. Au-delà d'un agenda de réformes internes, " ONU 80 " a constitué, dans le contexte gabonais, un cadre de référence opérationnel pour consolider les pratiques de travail (Unis dans l'Action), renforcer les approches inter-agences et améliorer l'alignement stratégique avec les priorités nationales. Cette évolution a impliqué une mobilisation soutenue des équipes, une adaptation des modes de gouvernance et un renforcement des outils de pilotage et de redevabilité. Malgré la complexité de cette transition, elle a permis de renforcer la cohérence de l'appui du SNU et sa lisibilité auprès des partenaires nationaux.

L'année a également été marquée par un cycle électoral dense incluant les élections présidentielle, locales, législatives et sénatoriales. Ce contexte a eu un impact direct sur la mise en œuvre des programmes, avec des ajustements nécessaires liés aux restrictions opérationnelles, à la disponibilité institutionnelle. Les Nations Unies ont su préserver la continuité des activités essentielles, tout en renforçant leur appui technique aux institutions impliquées dans la gestion du processus électoral. Cette capacité d'adaptation a été déterminante pour maintenir l'impact programmatique dans un environnement volatil.

La période, a par ailleurs été marquée par une phase d'intérim à la tête de la coordination de l'Équipe-Pays, qui a constitué un test grandeur nature de la solidité du dispositif de gouvernance du système des Nations Unies au Gabon. L'organisation collective, fondée sur des mécanismes clairs de coordination inter-agences et de leadership partagé, a permis d'assurer la continuité stratégique et opérationnelle de l'action onusienne. Cette séquence a confirmé que la capacité à travailler ensemble, ne repose pas uniquement sur des configurations formelles, mais sur des pratiques institutionnelles éprouvées, une culture de collaboration et une responsabilité collective autour des résultats.

Dans ce contexte exigeant, plusieurs exercices stratégiques ont été conduits afin d'ajuster et de renforcer la pertinence de l'appui du SNU au Gabon :

• L'exercice de configuration de l'Équipe-Pays

Le processus de configuration a permis d'ajuster les expertises, la coordination et les modalités de soutien du SNU en fonction de l'évolution des besoins du pays. La configuration de l'Équipe-Pays, endossée par le Comité de Pilotage du Plan-cadre de Coopération, a posé les bases d'un appui plus adapté, plus intégré et mieux calibré pour répondre aux priorités gouvernementales, notamment en renforçant l'appui apporté par les agences, fonds et programmes non-résidents.

• L'alignement stratégique des programmes sur les priorités présidentielles et le PNCD

Cet exercice, fondé notamment sur une revue à mi-parcours du Plan-cadre de Coopération, a permis d'aligner les interventions des agences sur les nouvelles priorités nationales définies dans le PNCD. Il a également contribué à renforcer la cohérence et la pertinence de la programmation conjointe.

• L'élaboration des plans de travail 2026–2027 des trois priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération

Réalisés en étroite collaboration avec le Ministère de la Planification et de la Prospective et les Groupes de résultats du Plan-cadre, ces plans de travail constituent une feuille de route renforcée pour un appui plus cohérent au futur PNCD. Ils consolident les acquis des exercices de revue et d'alignement et anticipent les besoins pour la période à venir.

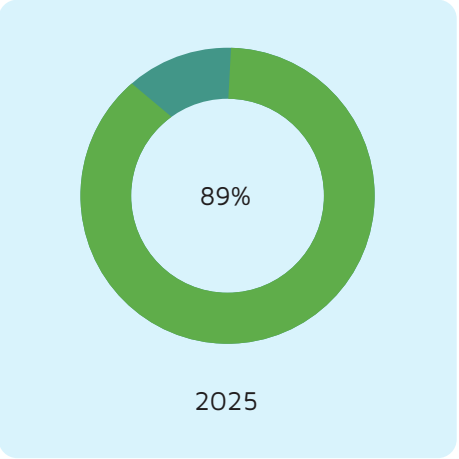
Plusieurs enseignements clés se dégagent de l'année 2025 :

- La flexibilité opérationnelle est essentielle pour maintenir la continuité programmatique dans un contexte politique et institutionnel en mutation ;
- Les approches intégrées promues par " ONU 80 " renforcent l'impact collectif, mais nécessitent un investissement continu dans la conduite du changement et le renforcement des capacités ;
- Un engagement précoce et structuré avec les institutions nationales est déterminant, comme l'a montré l'appui au PNCD ;
- La planification stratégique doit rester dynamique, fondée sur des analyses régulières et des ajustements permanents ;
- L'approche " Unis dans l'Action " renforce la cohérence, la crédibilité et la valeur ajoutée du SNU, particulièrement lorsque les enjeux nationaux nécessitent une expertise consolidée et une coordination étroite.

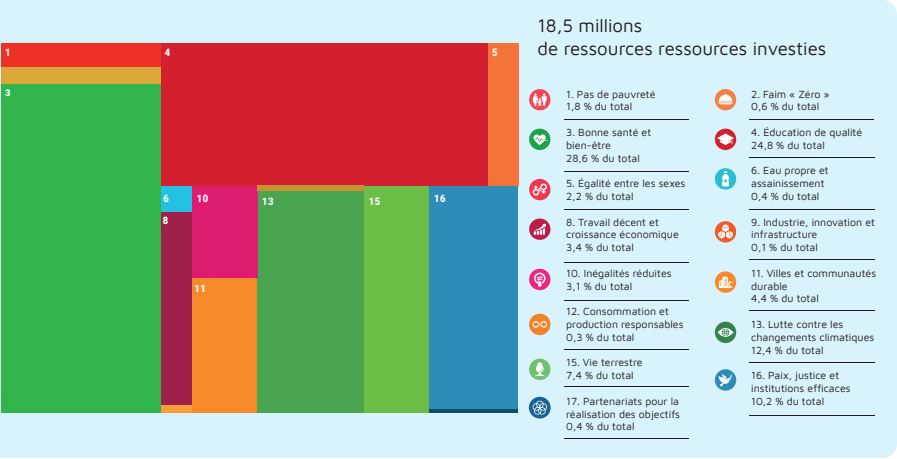
2.6 APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Données extraites de UN-Info

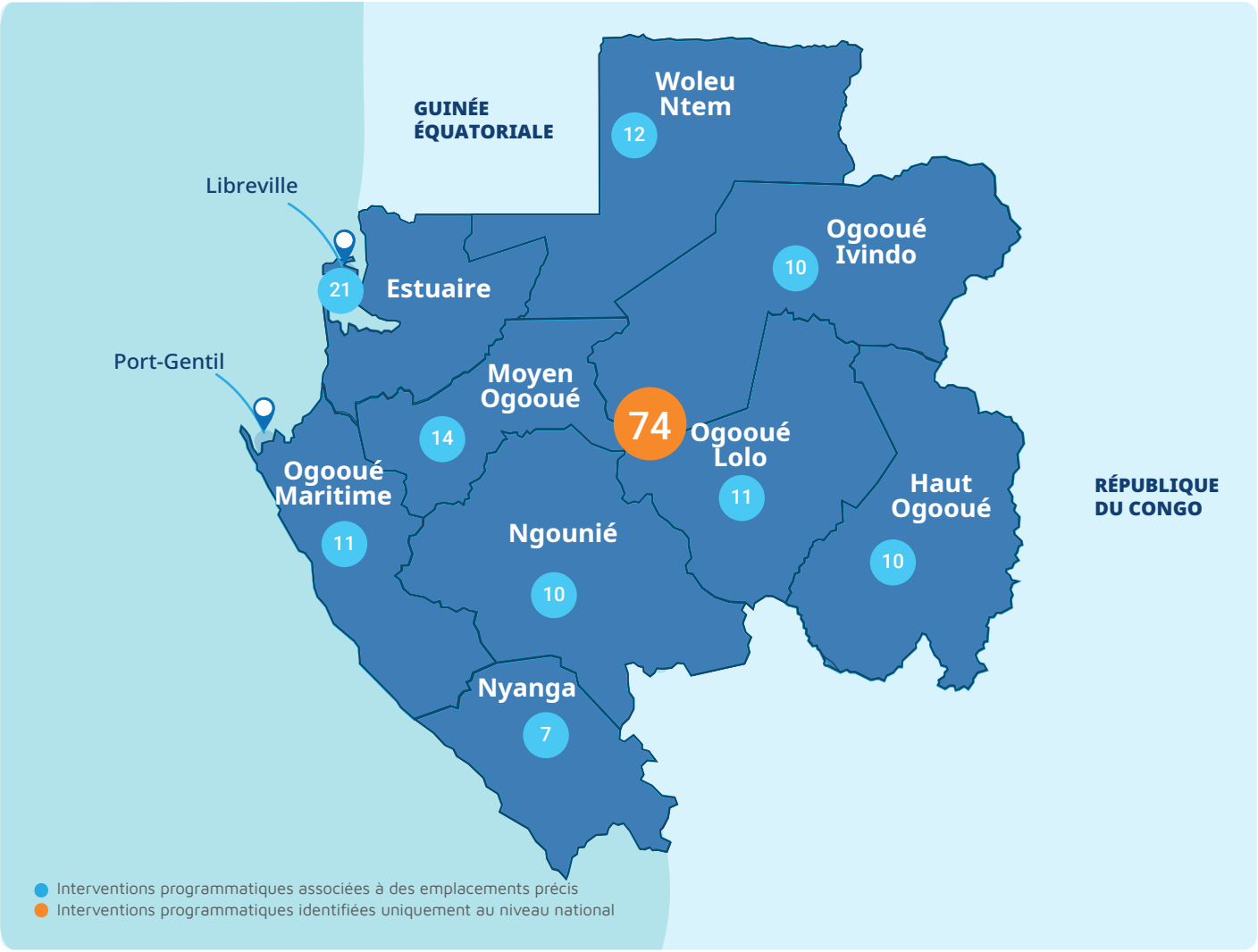
Graphique 2 : Taux de réalisation 2025



Graphique 3 : Comment les ressources ont contribué aux Objectifs de développement durable



Graphique 4 : Zones d'intervention des Nations Unies au Gabon





CHAPITRE 3

PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS EN 2026



L'année 2026 s'ouvre au Gabon dans un contexte institutionnel renouvelé et porteur d'opportunités pour accélérer l'action en faveur du développement durable. Avec la finalisation du cycle de transition marquée par la nomination des juges de la Cour Constitutionnelle, des membres du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) et la mise en place d'un nouveau Gouvernement, le pays entre dans une phase de consolidation institutionnelle et de projection stratégique vers l'avenir. Cette dynamique, conjuguée à la finalisation du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD) en tant qu'instrument unique de planification, crée des conditions favorables pour renforcer l'alignement du Système des Nations Unies sur les priorités nationales.

L'arrivée d'une nouvelle Coordinatrice résidente vient également impulser une nouvelle énergie à l'action collective du Système des Nations Unies, tout en s'inscrivant dans la vision de 'ONU 80', qui appelle à un système plus cohérent, efficace et efficient autour de son leadership. En 2026, l'Équipe-Pays poursuivra l'opérationnalisation de cette vision, notamment à travers une coopération renforcée, une meilleure intégration programmatique et une coordination resserrée autour des priorités nationales.

En parallèle, l'Équipe-Pays renforcera l'agenda d'efficience du Système des Nations Unies au Gabon, en poursuivant les efforts de modernisation opérationnelle à travers trois leviers majeurs : l'avancement du projet de nouvelle Maison commune des Nations Unies, destinée à consolider la cohérence inter-agences et optimiser les coûts ; la mise en place progressive d'un Common Back Office, afin de mutualiser les fonctions administratives, logistiques et financières pour un meilleur rendement institutionnel ; et le renforcement du Business Operations Strategy, visant à harmoniser davantage les processus, digitaliser les services et améliorer la performance des opérations. Ensemble, ces priorités stratégiques permettront de libérer davantage de ressources pour plus d'impact programmatique et d'accroître l'efficacité globale du Système au service du développement durable au Gabon.

Sur le plan programmatique, 2026 constitue l'avant-dernière année du Plan-cadre de coopération (2023-2027), marquant le lancement des réflexions stratégiques pour le prochain cycle de coopération. L'Équipe-Pays mènera de front, le Bilan commun pays et l'évaluation indépendante du Plan-cadre, deux exercices majeurs permettant d'identifier les progrès, les défis persistants et les leviers d'accélération des ODD. Ces travaux définiront les orientations du nouveau cadre programmatique 2027-2032 et renforceront l'ancrage du SNU dans les priorités nationales de développement.

Dans un contexte de relance et de diversification économique, le renforcement des partenariats avec le secteur privé constitue une priorité transversale pour 2026. L'Équipe-Pays intensifiera son engagement, notamment au travers de l'organisation d'un Business Impact Summit et d'autres plateformes dédiées, afin d'accroître la contribution du secteur privé aux ODD, de promouvoir la finance durable et de soutenir la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre du PNCD. Cette dynamique vise également à encourager l'innovation, à développer l'investissement responsable et à renforcer la participation des entreprises locales dans la transformation économique du pays.

Parallèlement, le SNU accompagnera le Gouvernement dans la conduite de deux exercices nationaux majeurs : la Revue nationale volontaire 2026, qui constituera un moment clé pour mettre en lumière les avancées du Gabon sur les ODD, et la préparation du Recensement général de la population, indispensable pour mettre à jour les données sociodémographiques et améliorer la planification publique. L'Équipe-Pays apportera un appui technique renforcé afin de garantir la qualité, la transparence et l'utilisation stratégique des résultats.

En complément, 2026 sera consacrée au renforcement de la cohérence, des synergies inter-agences et de l'efficacité collective, en poursuivant les réformes structurelles déjà engagées, en consolidant les mécanismes de gouvernance du Plan-cadre, et en soutenant les efforts de modernisation administrative, de transition verte et bleue, ainsi que d'inclusion sociale, conformément aux axes stratégiques identifiés dans les travaux conjoints du système des Nations Unies et du Gouvernement.

Ainsi, l'Équipe-Pays des Nations Unies abordera 2026 avec une ambition claire : accompagner le Gabon dans la consolidation de ses institutions, la transformation de son modèle de développement et l'accélération de la mise en œuvre des ODD, en s'appuyant sur un partenariat renouvelé, une programmation stratégique et une présence renforcée aux côtés des populations.

Sigles et abréviations

BIOFIN	L'Initiative de financement de la biodiversité	ONU	Organisation des Nations Unies
BM	Banque mondiale	ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
CAFI	L'Initiative pour les Forêts d'Afrique centrale - Central African Forest Initiative	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	PMT	Équipe de gestion du programme
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale	PNCD	Plan National de Croissance et de Développement
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement;
CESE	Conseil Économique, Social et Environnemental	ROC	Réseau des Observateurs Citoyens
CIF	Fonds d'Investissement Climatique	UNEP	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
CND	Contribution Nationale Déterminée	SDG-Fund	Fonds Conjoint des Nations Unies pour les Objectifs de développement durable
COFRAGA	Communauté Fraternelle du Gabon	SNU	Système des Nations Unies
GEF	Fonds pour l'environnement mondial	UNCG	Groupe des Nations Unies pour la communication
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
FIDA	Fonds international de développement agricole	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
FMI	Fonds Monétaire International	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
MMPTF	Fonds d'affectation spéciale multipartenaire pour les migrations	UNOCA	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale
ODD	Objectif de Développement Durable	UNSDCF	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations	UNSDG	Groupe des Nations Unies pour le développement durable
OMS	Organisation mondiale de la sante	VBG	Violence basée sur le genre
OMT	Groupe Inter agence des Opérations	VNU	Programme des Volontaires des Nations Unies



**NATIONS UNIES
GABON**



MAISON DES NATIONS UNIES - PRÈS DU PONT DE GUÉ-GUÉ
BP : 2183 LIBREVILLE, GABON
TEL : +241 76 44 19 51

www.gabon.un.org/fr



 ONU Gabon

 @OnuGabon